



PAR COURRIEL

Québec, le 8 mai 2019

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision
V/Réf. : contrat/mandat octroyé à CEFRIO par le ministère
et date de fin des travaux
N/Réf. : R-84446

Monsieur,

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue, le 1^{er} mai dernier, laquelle était libellée ainsi :

« [...]

Obtenir copie complet du contrat/mandat octroyé à la firme CEFRIO, par votre ministère montrant date du contrat lié à ce sondage à la firme CEFRIO et date prévue des résultats liés à ce contrat/mandat.

Je vous rappelle ceci :

(Pssst règlement sur la diffusion les résultats de ce sondage si il prêts devrait aussi se trouver sur le site du ministère de Justice du Qc à section (autres rapports) cela éviterait que je fasse une ou des demandes d'accès à répétition Merci

... 2

https://www.justice.gouv.qc.ca/fileadmin/user_upload/contenu/document_s/Fr_francais/centredoc/rapports/ministere/RapportFinal_SondageJustice_MJQ_INFRAS_2016-ob.pdf

Enquête sur le sentiment d'accès et la perception de la justice au Québec. – justice.gouv.qc.ca
www.justice.gouv.qc.ca

Rapport final – En uête su le sentiment d'accès et la perception de la justice au Québec INFRAS inc. 3 SOMMAIRE EXÉCUTIF. Contexte . Le ministère de la Justice souhaitait sonder la population québécoise afin de connaître sa perception en [...] »

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez les informations demandées dans le tableau ci-dessous :

Contrat de gré à gré (Numéro de référence SEAO : 1243808)			
Prestataire de services	Objet du contrat	Montant du contrat	Durée du contrat
CEFRIO	Réalisation d'une enquête populationnelle afin de mesurer le niveau de confiance des Québécois à l'égard du système de justice et de l'accès à la justice	29 991,00\$	26 février 2019 au 31 mars 2019
Avenants au contrat de services de nature technique			
Prestataire de services	Objet	Date	
CEFRIO (avenant 1)	Modification de la clause portant sur les modalités de paiement (2 versements au lieu d'un seul)	19 mars 2019	
CEFRIO (avenant 2)	Modification de la clause portant sur la durée du contrat (26 février 2019 au 31 mai 2019)	Mai 2019	

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé *Avis de recours*.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

A handwritten signature in blue ink that reads "Marie-Claude Daraiche". The signature is fluid and cursive, with the first name and last name clearly legible.

Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents

p. j. 1

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

500, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.